
CE SIÈCLE

PERIODIQUE INDÉPENDANT

Israël liquide le gettho de Gaza

Assassins!



Le nouvel Axe du Mal

Hors-série
2
Hiver
2024

EDITORIAL

par ANTOINE GESSLER

*L*e génocide en cours à Gaza ravive les enjeux de la liberté d'information. Malheur à qui ose critiquer l'Etat d'Israël. L'accusation fuse aussitôt: antisémitisme! Aucune discussion sur le fond. Le processus pour l'avoir expérimenté personnellement s'enclenche d'emblée pour discréditer les voix discordantes. Les ultras sionistes atteignent des sommets en justifiant l'innommable. Les Palestiniens sont des « monstres » et des « barbares » à liquider. Pour les considérer comme des « animaux » Israël odieux tueur et liquidateur agite de mauvais souvenirs. Ceux d'une période où « les sous-hommes » n'avaient comme avenir immédiat que la mort. Israël devenu une « rabinocratie » n'a rien à envier à la théocratie iranienne. Tel Aviv exige tous les droits et n'a cure d'être coupable de massacres de masse - près de 25 000 morts, dont 70 % de femmes et enfants - de bombarder des hôpitaux, de tuer des humanitaires et des journalistes, de museler ses intellectuels. Sans état d'âme, les complices américains bloquent toute résolution à l'ONU. Ce Siècle fidèle à ses objectifs va se glisser derrière le rideau. Sans tabou et sans crainte de se voir trainer dans la boue par des fanatiques sanguinaires. L'Histoire n'oubliera pas! Nous non plus!

UNE PUBLICATION

Publishing
DG DeGes

«Pleure, ô pays bien-aimé»

Le génocide de Gaza détruit l'âme juive si forte et si créative durant des siècles

par ANTOINE GESSLER

Dans sa nouvelle crise de paranoïa Benjamin Netanyahu promet une guerre totale contre le Hamas « Nous venons juste de commencer, nous sommes sur le point de changer la donne au Moyen-Orient. » Lors d'une réunion avec le parti Likoud, il aurait également déclaré « travailler activement au transfert ethnique des Palestiniens hors de Gaza », a rapporté le quotidien israélien *Israel Hayo*

Fascisme menteur, voleur, grand chef de la police de la pensée et ouvertement fasciste le premier ministre israélien n'a rien à envier aux outrances mises en scène de manière théâtrale coutumière à un certain Mussolini

Un état de fait Les grands axes du fascisme sont le nationalisme, l'expansion territoriale agressive, le conservatisme social, le corporatisme économique et l'autarcie. L'Etat israélien refuse de se plier aux lois internationales et de se soumettre à une enquête sur les crimes de guerre. Depuis longtemps Israël se croit au dessus de la justice.

En vertu de quoi s'arroge-t-il le droit de cracher sur l'ONU? Suite à des massacres Yair Lapid, ministre israélien, n'a pas hésité à qualifier la plus haute juridiction internationale en ces termes : « Il s'agit d'une commission ridicule par une organisation ridicule »

C'est clair! « Le seul moyen de faire cesser le harcèlement à l'ONU et dans les médias est d'expulser les Arabes et la motivation du harcèlement disparaîtra puisqu'il n'y aura plus d'Arabes en Palestine Occidentale à qui donner ce territoire. » Rapporté le site Europe Israël News.



Accords d'Oslo, peut-être la paix à portée de mains. DR

Justificatif Netanyahu s'auto justifie en estimant qu'il mène une guerre d'une moralité exemplaire. La preuve? deux ministres ont invité les colons à s'installer à Gaza après le conflit

Tristesse Les vrais amis d'Israël qui en compte de moins en moins par le monde ressentent une tristesse épouvantable. Les scènes atroces des Palestiniens subissant le supplice jettent hélas! un voile d'oubli sur les horreurs du ravin de Babi Yar en Ukraine. Comment en a-t-on pu arriver là?

L'échec Le Proche-Orient avait une chance de paix. Les Accords d'Oslo sont signés le 13 septembre 1993. Ils prévoyaient « La paix contre la terre ». L'Organisation de libération de la Palestine (OPL) reconnaissait le droit d'Israël à l'existence et renonçait à la violence. De son côté Israël libérait les territoires occupés. Le traité est mort avec l'assassinat de Rabin, le 4 novembre 1995. Abattu

pour avoir serré la main de son adversaire Yasser Arafat. Le tueur un ultra nationaliste armé par un rabin fanatique appartenait à la mouvance qui aujourd'hui est devenu le bourreau de la Palestine.

Gangsters à la barre Israël a conquis une partie du Golan sur la Syrie lors de la guerre israélo-arabe de 1967, avant d'annexer ce territoire en 1981. Cette annexion n'est pas reconnue par l'ONU. En plus des terres Netanyahu tente de faire main basse sur la partie est de Jérusalem pour l'offrir aux colons. Comme il convoite la Cisjordanie occupée. Gaza devient la prochaine cible. Car selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel ont été découvertes au large de la Bande de Gaza et en Cisjordanie occupée. Il ne manque que les pillards... Pas de souci... les chiens de Tsahal arrivent pour confisquer l'os.

Massacre des habitants de Gaza

Du sang pour du pétrole

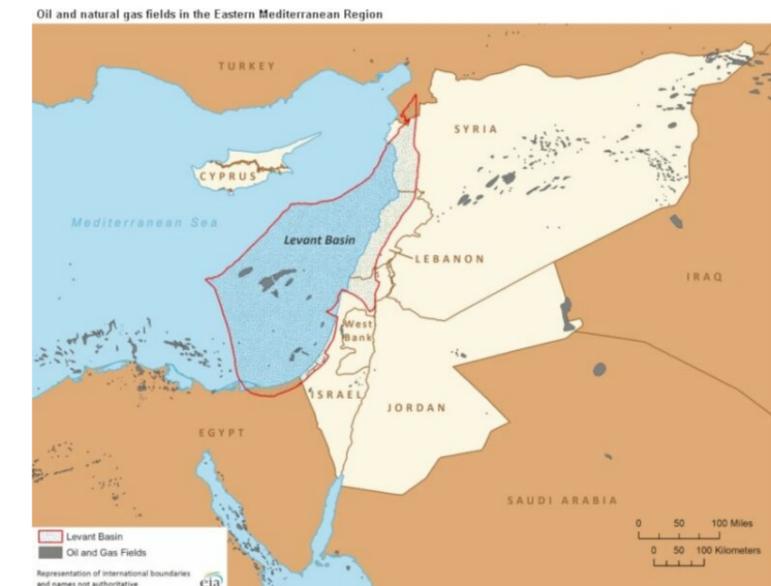
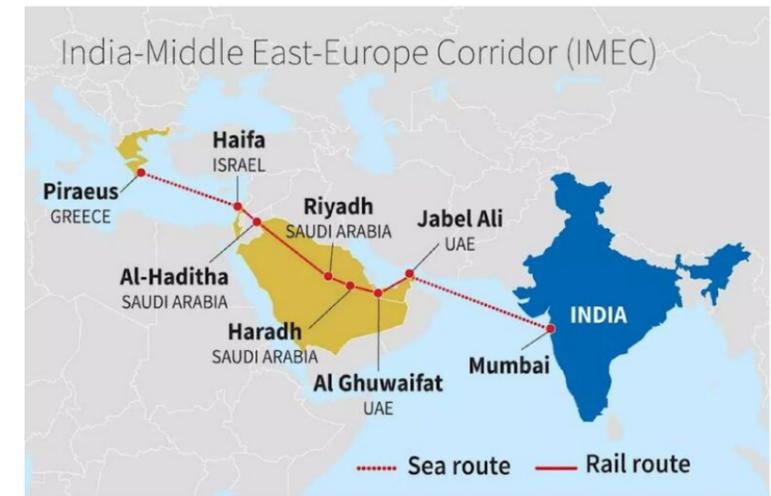
par RICHARD MEDHURST

Deux semaines avant l'opération « du Hamas », le 7 octobre, Netanyahu s'est rendu à l'Assemblée générale des Nations Unies, a brandi une carte et a déclaré son plan pour un « nouveau Moyen-Orient » : un couloir économique s'étendant de l'Inde aux Émirats arabes unis, en passant par l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël et enfin l'Europe.

C'est l'une des principales raisons géopolitiques du massacre d'Israël à Gaza.

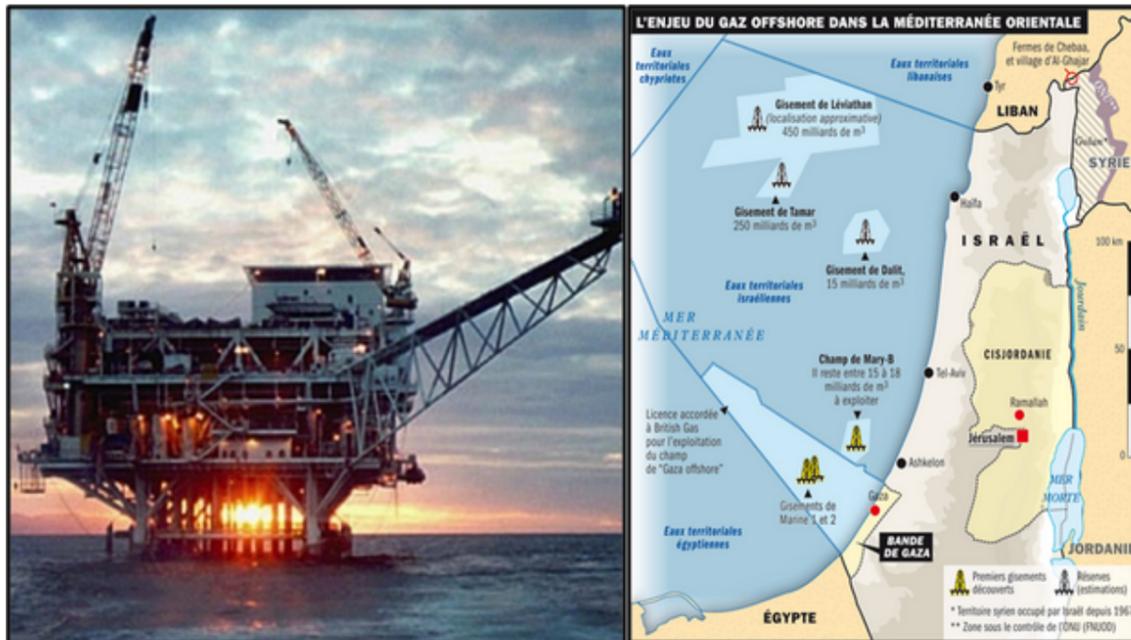
Les États-Unis, principal soutien d'Israël, cherchent désespérément un moyen de tenter de contenir les BRICS, et plus particulièrement de contrer la Nouvelle Route de la Soie chinoise. Construire un couloir rival ferait d'une pierre deux coups : contenir la Chine, l'Iran et la Syrie et aider Israël et les États-Unis à maintenir leur domination économique et politique contre un monde multipolaire.

Ce fut une année difficile pour Washington et Tel Aviv, car les sanctions contre la Russie ont lamentablement échoué. L'Arabie saoudite a conclu la paix avec l'Iran et la Syrie et a mené des négociations avec le Yémen – des pays que les États-Unis et Israël tentent



d'isoler depuis des années. Après avoir vu les États-Unis voler 300 milliards de dollars

à la Banque centrale russe, non seulement la pertinence du dollar a commencé à



reculer, mais des dizaines de pays ont également postulé pour rejoindre les BRICS, le groupe des géants économiques émergents, dont le nombre de membres a doublé, passant de 5 à 11 membres, pour inclure Iran.

L'ancienne Route de la Soie était la route commerciale la plus importante de l'histoire de l'humanité, s'étendant de la Chine à la Syrie et jusqu'à la mer Méditerranée. La Chine et 150 autres pays comprennent son importance et cherchent à la faire revivre. C'est l'avenir de l'économie et de la politique mondiale.

Dans les semaines qui ont précédé l'annonce de Netanyahu, l'Iran et l'Irak ont signé un accord ferroviaire et le président syrien al-Assad s'est rendu en Chine pour signer un partenariat stratégique avec la plus

grande économie mondiale. C'est crucial. Non seulement l'Occident n'a pas réussi à isoler ces pays, mais maintenant la Nouvelle Route de la Soie a étendu son infrastructure ferroviaire et obtenu un accès à la mer Méditerranée via le port syrien de Lattaquié ; des objectifs cruciaux pour le commerce terrestre et maritime.

Aussi importants que soient ces développements, ils ne constituent qu'un aspect. Vous avez ensuite le gaz.

Couper le gaz russe vers l'Europe

Lorsque les États-Unis ont fomenté le coup d'État de Maïdan en Ukraine en 2014, il ne s'agissait pas uniquement d'expansion de l'OTAN et d'encercler de la Russie. Il s'agissait également

d'encercler, de contrôler et de couper le gaz russe vers l'Europe. La Russie est le pays qui possède les plus grandes réserves prouvées de gaz naturel. Contrôlez l'Ukraine et vous contrôlez les pipelines qui fournissent du gaz russe à l'Europe.

Il existait cependant une autre voie majeure pour le gaz russe vers l'Europe, mais depuis le nord : les gazoducs Nordstream.

Pendant des décennies, les politiciens américains de toutes les administrations ont maintes fois exprimé à quel point ils n'aimaient pas les gazoducs Nord Stream. En 2022, avant que la guerre en Ukraine n'éclate, Biden a lancé une menace inquiétante selon laquelle il « mettrait un terme » à Nordstream – bien que le pipeline soit un projet russo-allemand et que le

chancelier allemand Scholz se tenait silencieusement à ses côtés.

Puis, tout d'un coup, les Nord Stream 1 et 2 ont explosé en 2022. Cela reste, sans aucun doute, l'une des attaques terroristes les plus importantes et les plus flagrantes contre les infrastructures européennes de l'histoire moderne. Seuls trois pays au monde peuvent réaliser une telle opération : la Russie, la Grande-Bretagne et les États-Unis – et ce n'est certainement pas la Russie, propriétaire du gazoduc et qui, de toute façon, avait déjà coupé le gaz.

Cette attaque, en plus des sanctions interdisant le pétrole et le gaz russes, a permis de garantir que plus aucun gaz russe ne puisse être acheminé vers l'Europe. Et c'est ainsi que les États-Unis ont atteint un objectif de longue date en matière de politique étrangère : maintenir les Russes à l'écart et les Allemands à terre.

Prochain objectif : le gaz et le pétrole iraniens

Le seul autre pays disposant d'énormes réserves de gaz – les deuxièmes au monde – est l'Iran. L'accord sur le nucléaire iranien a été signé en 2015. L'Iran s'y est conformé dans tous ses aspects, et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ne pourrait pas être plus heureuse. Cependant, les États-Unis sont revenus sur leur parole, ont réimposé des sanctions à l'Iran et ont violé l'accord. Cela a effectivement empêché l'Iran de vendre du pétrole et du gaz à l'Europe et à d'autres

pays.

Désormais, la Russie et l'Iran étant exclus, Israël se propose soudainement comme solution aux pénuries de gaz de l'Union européenne, en signant un accord gazier avec le bloc en juin 2022.

Le champ gazier Léviathan

Une étude géologique menée en 2010 a découvert un monstrueux gisement de gaz au Moyen-Orient : le Léviathan, situé dans le bassin levantin, au large des côtes de la Palestine, du Liban et de la Syrie.

En fin de compte, la Syrie ne permettrait pas aux sociétés occidentales d'extraire son gaz, et l'ambitieux oléoduc du Qatar, censé traverser la Syrie, ne se concrétiserait jamais. Par coïncidence, peu de temps après, la guerre a éclaté en Syrie, le Qatar et Israël étant deux des nombreuses parties finançant des groupes terroristes pour tenter de renverser Damas. Aujourd'hui, les États-Unis, qui ont également œuvré pour nuire à la Syrie, contrôlent tous les champs pétroliers syriens, et Israël a bombardé à plusieurs reprises le port le plus vital de la Syrie, Lattaquié. Tout cela a été fait pour supprimer les revenus pétroliers et paralyser l'activité maritime, y compris l'exploration gazière.

Israël met hors service les ports rivaux

Un autre port majeur de la côte levantine est le port de Beyrouth, qui a mystérieusement explosé en 2020. Puis Israël est arrivé en

2022 avec un énorme navire pour tenter d'extraire du gaz des gisements de Karish au Liban, ravivant un différend sur les frontières maritimes avec Liban. Ce n'est qu'après que le Hezbollah a menacé de tirer sur les navires qu'Israël a reculé et a amené les États-Unis à régler la question en son nom.

Gaza, une enclave côtière qui possède également ses propres gisements de gaz inexplorés, est soumise depuis 2007 à un blocus naval israélien et égyptien. Le siège et les nombreuses guerres lancées par Israël contre Gaza font que les Palestiniens ne peuvent même pas pêcher correctement, et encore moins extraire du gaz.

Alors maintenant, avec tous les ports libanais, syriens et palestiniens hors d'usage, le seul port en activité qui reste sur la côte est celui de Haïfa, contrôlé par Israël.

Cela fait d'Israël le seul pays capable d'extraire du gaz et de mettre en place un couloir économique. En d'autres termes, Israël et les États-Unis ont tué toute concurrence (Iran, Russie, Syrie, Liban, Palestine), ont volé leurs marchandises et ont accaparé le marché.

Et puis voilà qu'alors qu'Israël bombardait Gaza, le 29 octobre, il a accordé 12 licences à des entreprises pour commencer l'extraction de gaz dans le bassin du Léviathan, dans la mer Méditerranée.



Le port israélien de Haïfa prêt à accueillir le gaz arabe.... DR

Pas de stabilité dans la région sans résoudre la question palestinienne

À l'approche de l'hiver, Israël a désespérément besoin de tenir sa promesse de fourniture de gaz à l'Europe. Et les États-Unis se désespèrent à mesure que les BRICS et l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » deviennent de plus en plus populaires. Toutefois, il ne peut y avoir de stabilité dans la région sans résoudre la question palestinienne.

Lorsque Netanyahu a annoncé son plan à l'ONU, les Israéliens pensaient que l'affaire était réglée en amenant l'Arabie saoudite à normaliser ses relations et en éteignant ainsi la question

palestinienne une fois pour toutes. Mais ce n'est pas fini et les Palestiniens ne vont nulle part.

Cela explique pourquoi Israël massacre les Palestiniens de manière aussi hystérique et folle. Israël a occupé et attaqué Gaza à de nombreuses reprises auparavant, mais le niveau de violence actuel dépasse tout ce que nous avons jamais vu. Israël essaie de tuer autant de Palestiniens que possible à Gaza et d'effrayer les autres pour qu'ils abandonnent leurs maisons et se rendent en Égypte. Un document récemment divulgué par le ministère israélien du Renseignement confirme qu'Israël tente de nettoyer ethniquement Gaza en poussant les Palestiniens dans le désert du Sinaï. Les États-

Unis ont même proposé d'effacer la dette nationale de l'Égypte, en échange de l'autorisation des Palestiniens de vivre dans des tentes de fortune dans le désert ; une proposition insultante et scandaleuse.

Il s'agit sans aucun doute d'un génocide et d'un nettoyage ethnique. Des centaines d'avocats tentent actuellement de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale pour ce qu'il fait à Gaza – une vision qui n'est pas sans rappeler la Nakba de 1948.

Oui, le sionisme est antisémite et raciste, mais il y a aussi d'énormes implications économiques et géopolitiques derrière Israël et le génocide américain à Gaza.

Lorsque le Hamas et la

Résistance collective ont découvert le projet de Netanyahu pour un « nouveau Moyen-Orient » et la volonté de l'Arabie Saoudite de normaliser ses relations avec « Israël », ils ont compris que cela détruirait tout espoir d'un État palestinien. Cela leur a forcé la main et ils ont compris qu'ils devaient agir immédiatement, sinon la Palestine serait perdue à jamais

Pour les Palestiniens, c'est une question de vie ou de mort. Être ou ne pas être.

Soit l'Axe de la Résistance et les pays du Sud décolonisent le Moyen-Orient, soit Israël et les États-Unis continueront d'occuper la région, étouffant la Nouvelle Route de la Soie, pillant le pétrole syrien et gardant le gaz russe, iranien et arabe coupé de l'accès au marché mondial.

C'est un moment décisif – et

pas seulement pour la Palestine – car les vainqueurs dessineront la nouvelle carte du monde à venir.

Richard Medhurst est un journaliste indépendant et commentateur politique né à Damas, en Syrie. Citoyen britannique, il anime

régulièrement des émissions en direct sur l'histoire, la politique américaine, les relations internationales et le Moyen-Orient, Article original en anglais sur Al-Mayadeen. 24 novembre 2023. Traduction MR



L'enjeu des massacres. DR



Un crayon et un pinceau



Nier la mise mort du peuple palestinien? Du négationnisme politique... DR



L'accusé

Carlos Latuff, né le 30 novembre 1968 à Rio de Janeiro, est un dessinateur brésilien, auteur de caricatures politiques.

En dehors du Brésil, il est principalement connu pour ses dessins - dont un certain nombre sont publiés sur internet avec une licence libre - accusé de partialité

parce que ses ses dessins tracent au trait noir une réalité concrète qui est partagée par un frange de plus en plus large de l'opinion du monde entier.

En bon caricaturiste Latouff appuie là où ça fait mal, là où se cache la vérité.

Carlos Latuff a fait l'objet d'accusations d'antisémitisme, ce que lui-même conteste, se déclarant opposé à la politique d'Israël et non aux Juifs en tant que tels.

Le procureur

Un des pourfendeurs de Latuff est **Joël Kotek**, né le 14 mai

1958 à Gand. C'est un politologue et historien belge, de mère d'origine austro-hongroise et de père polonais. Joël Kotek assume les fonctions de Conseiller de direction au Parlement francophone bruxellois. Il a été de 2003 à 2007 directeur de la formation au Mémorial de la Shoah de Paris Centre de documentation juive contemporaine (CDJC). Il est membre du comité de rédaction de la *Revue d'études de la Shoah, du Israel Journal of Foreign Affairs*, du conseil scientifique de Yahad-In Unum du Père Patrick Desbois. Il est, depuis 2002, le correspondant belge du Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary. Son travail porte essentiellement sur les questions

pour contrer l'arbitraire

de génocide, (notamment la Shoah), d'antisémitisme et de nationalisme, ainsi que sur la construction de l'Europe. Le professeur **Pierre Hassner** (*) a été président de la thèse de Joël Kotek. Dans un étude *Au nom de l'antisionisme* - une étude sur l'image des Juifs et d'Israël dans la caricature depuis la seconde intifada - il considère que Latuff, qui reprend à ses yeux les clichés antisémites des Juifs en tant que tueurs d'enfants, est « sans aucun doute » judéophobe et qu'en



opposant la souffrance des Palestiniens et la barbarie des soldats israéliens, que ses dessins présentent comme des assassins, il réussit « la gageure d'être à la fois antiraciste et antisémite ». Pour l'auteur la particularité de Latuff tient moins à son antisémitisme, qui est partagé par d'autres à gauche, qu'au fait que ses dessins soient largement diffusés par certains médias et sites web.

En 2000, Joël Kotek publie avec **Pierre Rigoulot** (**) *Le Siècle des camps*.

Une victime de la police des idées

Dans un ouvrage intitulé *Antisémitisme* publié en 2018, **Pascal Boniface** (***) revient sur les différentes accusations

d'antisémitisme dont il a été l'objet depuis 2001. De façon constante, Boniface qualifie l'ensemble de ces accusations « d'injustifiées » et défend la thèse selon laquelle la polémique suscitée serait le fait de l'ultra-droite sioniste ».

Le livre *Antisémitisme* reçoit une recension favorable dans *Le Monde diplomatique* ainsi que dans *Le Courrier de l'Atlas*. Pour ce dernier, « jamais auparavant, un livre n'avait permis de dévoiler avec autant d'intelligence et sans complotisme (des faits, rien que des faits !) les rouages du chantage à l'antisémitisme. » Pascal Boniface, né le 25 février 1956 à Paris. Il dirige l'Institut de Relations Internationales et



Stratégiques (IRIS). Dans une note adressée à des pontes du Parti socialiste français, il établit une comparaison entre Jörg Haider et Ariel Sharon, se demandant si « l'on peut diaboliser Haider et traiter normalement Sharon » L'existence de cette note est rendue publique à l'été 2001 par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Israël en France Elie Barnavi, ce qui déclenche une vive polémique. En 2011 Pascal Boniface s'attaque à quelques intellectuels français tels que Bernard-Henri Lévy, Alexandre Adler, Caroline Fourest, Philippe

Val et Frédéric Encel (qu'il accuse d'être un ancien responsable du Betar qui « masque ses orientations communautaires pour se faire passer pour un universitaire "objectif" » et qui tient un discours différent selon qu'il est face au grand public ou dans des cercles communautaires ». Il qualifie Caroline Fourest de « serial menteuse » et Bernard-Henri Lévy de « Seigneur et maître des faussaires »

Un prof et des rencontres

Pierre Hassner (*) un spécialiste, à l'époque maître de recherche à la Fondation en sciences politiques que j'ai eu comme professeur en politique internationale au Centre de perfectionnement des journalistes (CFPJ) à la rue du Louvres (Paris) 1979-1980

Pierre Rigoulot (**) est un historien, essayiste, politologue et professeur de philosophie français. Spécialisé dans l'histoire du mouvement communiste et plus particulièrement celle des régimes communistes. Il a participé à la rédaction de l'ouvrage *Le Livre noir du communisme*. Je l'ai appuyé journalistiquement dans sa dénonciation de l'enfer concentrationnaire de la Corée du Nord.

Pascal Boniface (***) géopolitologue français, fondateur et directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) je l'ai interviewé lors de la parution du livre *Les intellectuels faussaires*. J'ai apprécié son langage direct et la qualité de ses informations.

Antoine Gessler

Pour faire taire les critiques

Débat au Québec: «antisémitisme»,

THE CONVERSATION

Academic rigour, journalistic flair

Cet été, le recrutement de Valentina Azarova en tant que directrice du programme d'études internationales sur les droits de la personne de la Faculté de droit de l'Université de Toronto a suscité la controverse. Des membres du corps professoral ont accusé le doyen d'avoir retiré l'offre d'emploi faite à la professeure parce que des personnalités publiques se sont montrées réticentes face à ses critiques académiques sur le bilan d'Israël en matière de droits de la personne.

Cet incident est particulièrement préoccupant pour les universitaires qui mènent des recherches sur la Palestine et Israël. Nombreux sont celles et ceux qui considèrent qu'il s'inscrit dans une tendance croissante à assimiler la critique des politiques de l'État israélien à de l'antisémitisme. Partout dans le monde, les universitaires qui critiquent Israël doivent mener une bataille acharnée pour protéger leur liberté

Une redéfinition de l'antisémitisme

La nouvelle définition de l'antisémitisme par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) est au cœur de la question. Ses défenseurs font partie de ce que certains appellent un mouvement contre « le nouvel antisémitisme » qui vise à qualifier d'antisémite toute critique d'Israël.

Lutter contre l'antisémitisme est essentiel, mais les critiques canadiens de la définition de l'IHRA affirment que cette nouvelle formulation risque de « freiner toute velléité de critique politique d'Israël et de soutien des droits du peuple palestinien ».

La définition de l'IHRA est imprécise. Elle fait abstraction



du lien entre l'antisémitisme et les autres formes de racisme. Elle semble viser davantage à faire taire les critiques à l'endroit d'Israël qu'à contrer les menaces antisémites des suprémacistes blancs de l'extrême droite.

L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte.

Des universitaires de plusieurs pays, dont le Canada, le Royaume-Uni et Israël, ont publié des lettres ouvertes mettant en garde contre l'adoption de la définition.

Le problème principal que pose la définition de l'antisémitisme de l'IHRA ne tient pas de sa courtoisie

visant les dérives d'Israël

un outil de censure

définition de 41 mots, mais plutôt des 11 exemples présentés de l'antisémitisme. Sur ces onze exemples, sept assimilent la critique d'Israël à l'antisémitisme. Deux d'entre eux font référence à Israël sans mentionner le peuple juif.

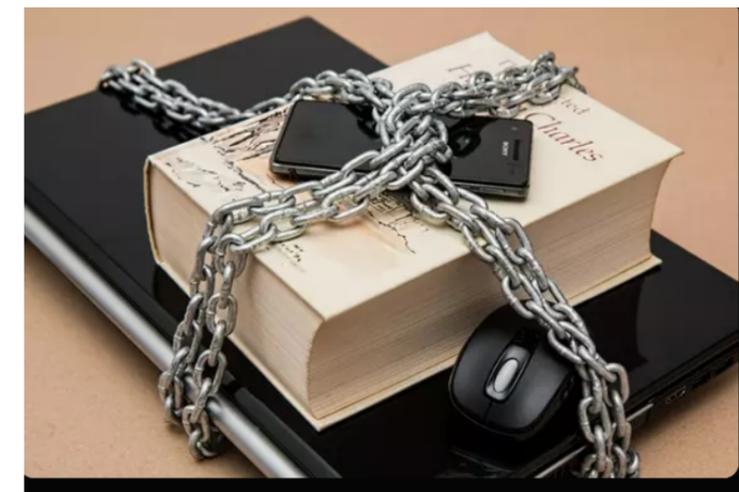
Au même titre que tous les pays, Israël ne devrait pas être à l'abri des critiques.

L'un des premiers rédacteurs de la définition de l'IHRA, Kenneth Stern, dit maintenant que le nouveau langage a comme effet de « militariser » la définition de l'antisémitisme.

Le musellement et le harcèlement académique

Plus tôt cette année, en Allemagne, où la définition de l'IHRA et ses exemples ont été adoptés à l'échelle nationale, l'éminent professeur Achille Mbembe (enseignant actuellement à l'University of the Witwatersrand à Johannesburg) a été accusé de racisme et d'antisémitisme par des personnalités et des institutions publiques en raison de son soutien au mouvement BDS (boycottage, désinvestissement, sanctions). Ce mouvement palestinien milite pour la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien.

Aux États-Unis, la définition



de travail de l'IHRA a été adoptée par plusieurs états, alors plusieurs universités et collèges sont désormais confrontés à des enquêtes portant sur des allégations d'antisémitisme notamment : Rutgers University, Duke University, the University of North Carolina et Williams College, avec la possibilité d'une autre enquête à la New York University.

Dans chaque cas, le soi-disant « discours antisémite » faisant objet de l'enquête relève d'une critique d'Israël.

Au Royaume-Uni, les universités sont confrontées à des pertes de financement si elles n'adoptent pas la définition de l'IHRA. Des universités ont annulé des événements, ont imposé des sanctions à des membres du corps professoral et ont expulsé des étudiants critiques

envers Israël.

Des sites Internet gérés par des groupes néoconservateurs sur les campus diabolisent, harcèlent et intimident les universitaires qui soutiennent les droits des Palestiniens, encouragent le BDS et critiquent la politique d'Israël. Ces attaques ciblées ont un effet paralysant sur les cours, la recherche et la culture politique sur les campus.

Sur les campus canadiens

Sur les campus canadiens les associations étudiantes de l'Université Ryerson et de l'Université McGill ont intégré la définition de l'antisémitisme de l'IHRA au sein de leurs politiques anti-discrimination. Ainsi, ils pourront potentiellement bloquer l'accès aux ressources du campus aux personnes critiques d'Israël.

Une conférence tenue récemment à l'Université de Winnipeg a porté sur la décision de l'administration Trump de déménager son ambassade en Israël à Jérusalem. S'appuyant sur la définition de l'IHRA, l'université a condamné la tenue de la conférence et a déclaré que certaines affirmations exprimées lors de la conférence constituaient une violation de la politique de lutte contre le harcèlement de l'institution.

Le 26 octobre, le Gouvernement de l'Ontario a abandonné son projet de loi controversé 168 « Loi de 2020 sur la lutte contre l'antisémitisme », et a plutôt recouru au décret 1450/2020 pour faire adopter la définition de l'IHRA. Un décret adopté par le Conseil a pour effet de court-circuiter le processus législatif, y compris tout débat public sur le projet de loi.

Selon le texte du décret, le gouvernement de l'Ontario reconnaît « la définition opérationnelle de l'antisémitisme adoptée par l'IHRA ». Alors que le projet de loi 168 était à l'étude au sein du Comité permanent de la justice en Ontario, des syndicats de professeurs de toute la province ont adopté des motions pour s'y opposer.

Au début de l'année, le premier ministre ontarien Doug Ford a posé un ultimatum aux universités : adopter des politiques de liberté d'expression ou risquer de perdre leur financement. En Ontario, la nouvelle définition de l'antisémitisme de l'IHRA semble remettre en cause l'exigence gouvernementale selon laquelle les universités



doivent respecter la liberté d'expression et la liberté académique.

Il reste cependant à déterminer si l'adoption de la définition opérationnelle de l'IHRA comprend les exemples. Faute d'une position claire sur ce point, la liberté académique dans cette province reste vulnérable aux ingérences politiques.

Liberté académique de critiquer le racisme

À l'échelle internationale, les arguments avancés par de

nombreuses personnalités du monde académique renferment des déclarations critiques à l'égard de la violence et du racisme de l'État d'Israël. Ces écrits pourraient très bien faire l'objet de censure en vertu de la nouvelle définition.

Ce genre de censure légale pourrait menacer les professeurs qui enseignent de grandes figures juives ayant critiqué Israël, comme Hannah Arendt et Judith Butler, le légendaire postcolonialiste Edward Saïd la militante pour la libération des Noirs Angela Davis et bien d'autres, en

raison de leur travail critique sur Israël.

Au Canada, le gouvernement fédéral a adopté la définition de l'IHRA et ses exemples. D'autres provinces et institutions pourraient dans la foulée se sentir obligées d'emboîter le pas.

Le fait d'assimiler la critique d'Israël à de l'antisémitisme compromet la contribution importante des universitaires à la lutte contre le racisme et à la décolonisation.

L'adoption, en Ontario, de la définition de l'IHRA fragilise les universitaires et les étudiants. La promulgation de lois ou l'adoption de déclarations qui visent à criminaliser la critique de la violence et du racisme d'État, compromettent les luttes des communautés marginalisées pour la justice sociale. Ces décisions créent un dangereux précédent.



Détruire la culture palestinienne.

DR

Contre le mensonge

Le dessinateur de presse brésilien Carlos Latuff autorise la diffusion et l'utilisation de ses oeuvres en libre accès

En voici une sélection.
N'hésitez pas à les diffuser, imprimer, afficher,



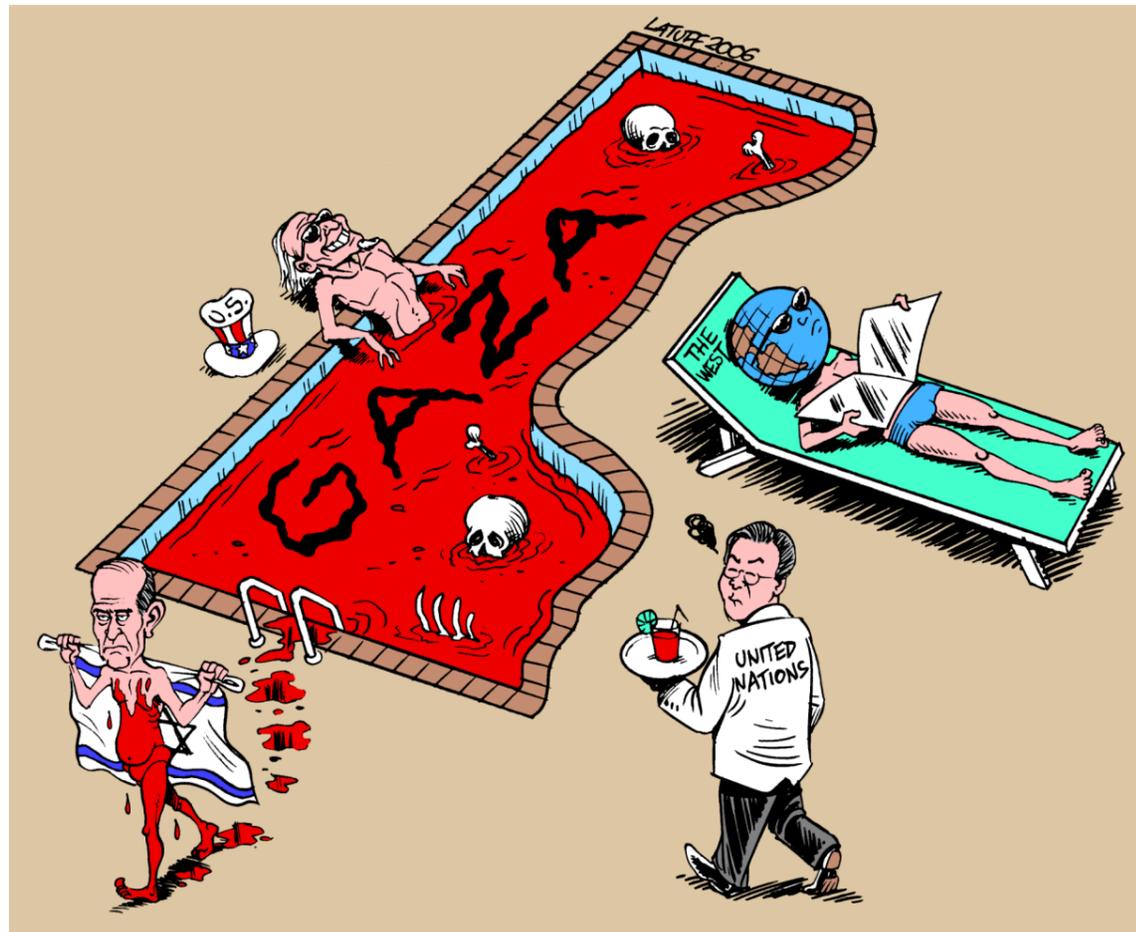
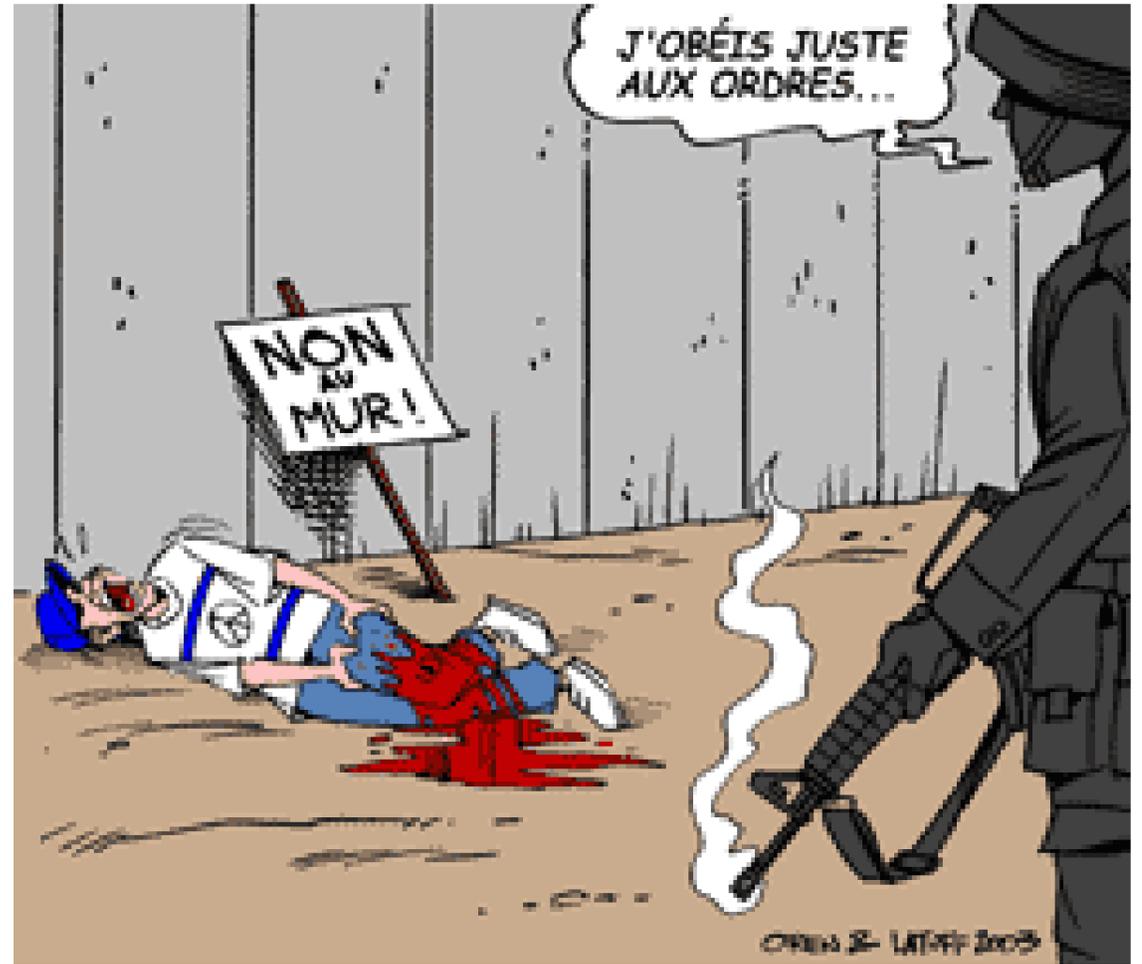
ANTI-AMERICAN POLITICAL CARTOONING

WANTED BY U.S. CUSTOMS CARLOS LATUFF

Sex: MALE Race: UNKNOWN Eyes: BROWN Hair: BROWN
 Birth Date/Place: 31 NOVEMBER 1965 RIO DE JANEIRO, BRAZIL
 Height: UNKNOWN Weight: UNKNOWN Skin tone: MEDIUM
 Misc.: SHOULD BE CONSIDERED ARMED AND DANGEROUS
 PRODUCTION AND DISTRIBUTION OF ANTI-AMERICAN CARTOONS

CALL 800 USC-WANT



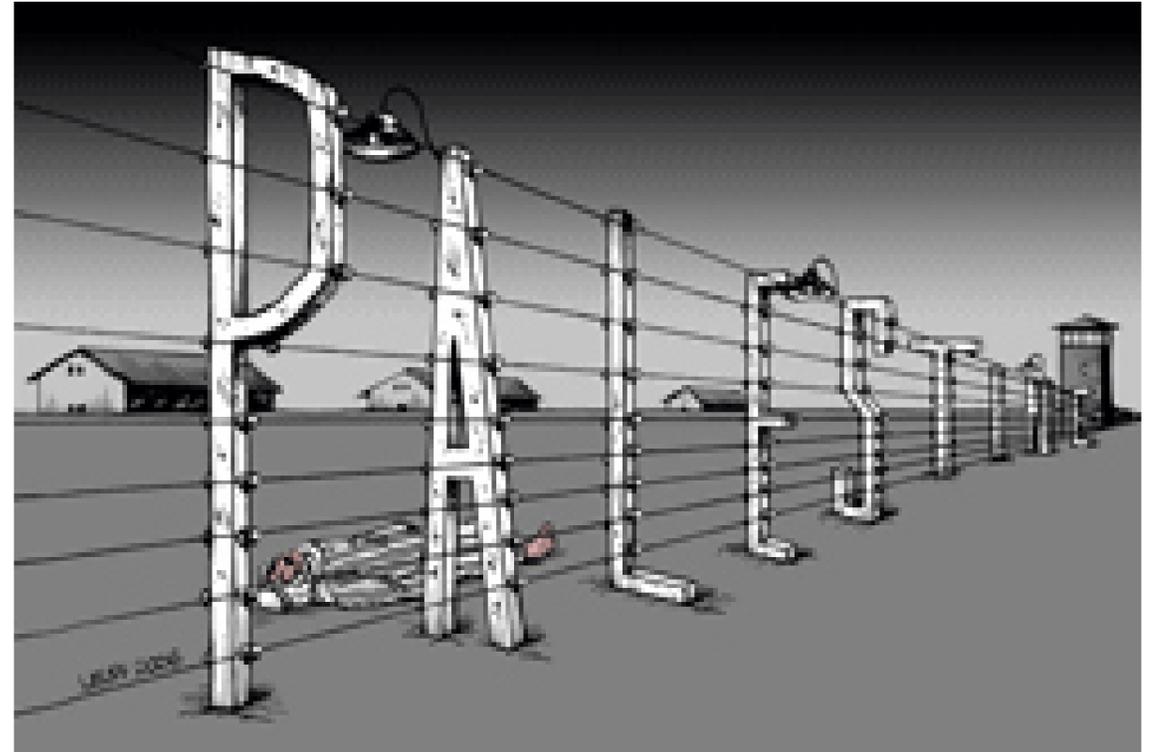




Faire place nette... DR



Tsahal n'a cure de la souffrance des gosses palestiniens. DR



Des prisonniers civils palestiniens raflés DR

Pour annexer la Bande de Gaza

La solution finale ?

par GIDÉON LÉVY

Le 10 novembre 1975 l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies Chaim Herzog, père du président actuel Isaac Herzog, est monté sur l'estrade de l'Assemblée générale des Nations unies et a déchiré avec fracas le texte de la résolution 3379, adoptée le

même jour. La résolution 3379 décrivait le sionisme comme « une forme de racisme et de discrimination raciale ». Israël était sous le choc. Un grand boulevard de Haïfa nommé en l'honneur de l'ONU a rapidement été rebaptisé « boulevard du Sionisme » par le conseil municipal de la ville. Quelle farce du destin : la rue

nommée en signe de reconnaissance envers l'ONU pour avoir déclaré en 1947 son soutien à la création de l'État d'Israël a été renommée trois décennies plus tard en raison d'une décision différente de cette même organisation. C'est l'histoire d'un pays établi grâce au pouvoir de l'ONU et de la communauté internationale

70% of Gaza Homes Destroyed

Before

After



Interactive Image WSJ



L'armée israélienne détruit la Bande de Gaza. Photo armée israélienne

qui s'emploie à les ébranler dès qu'elles critiquent son comportement Chaim Herzog est immédiatement devenu un super-héros en Israël. Ce fut le sommet de sa carrière. Les Israéliens ont estimé que son geste théâtral était une réponse appropriée à ce que le pays percevait comme un acte

antisémite d'envergure mondiale. Presque tous les Israéliens, y compris moi-même plus jeune, étaient de cet avis à l'époque. Comparer sionisme et racisme ? Cela ne pouvait être que de l'antisémitisme.

Les années ont passé. L'ONU

a révoqué cette décision en décembre 1991, mais quelques décennies plus tard, tout semble à nouveau différent. Le sionisme, qui consiste aujourd'hui pour l'essentiel à préserver la suprématie juive dans un pays habité par deux peuples, ne semble plus trop éloigné de la façon dont il



Pret pour le grand remplacement. DR

était présenté dans la décision initiale de l'ONU. De la même manière, le geste de Chaim Herzog sur l'estrade de l'ONU – déchirer les pages d'une décision que la majorité des nations du monde avaient jugée légale – semble beaucoup moins approprié aujourd'hui qu'à l'époque.

Des violations des droits de l'homme ce qui n'a pas bougé d'un pouce depuis l'adoption de la résolution 3379 en 1975, c'est l'attitude d'Israël vis-à-vis des organisations internationales et du droit international. Près d'un demi-siècle plus tard, nous avons vu l'actuel ambassadeur israélien auprès des Nations unies, Gilad Erdan, faire un geste similaire. Le 29 octobre 2021, il est monté sur la même estrade et a déchiré le dernier rapport annuel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Cette fois, le spectacle a été perçu comme répugnant et violent, et a suscité beaucoup moins de respect. Mais Erdan a également suggéré de reléguer le rapport à la place qui lui revient selon lui, « dans la poubelle de l'antisémitisme ».

Le fait qu'Israël ne soit pas le seul à commettre des violations des droits de l'homme – d'autres pays se comportent de la même manière mais font l'objet d'une réprobation internationale bien moindre – est considéré comme suffisant pour justifier l'absence totale de réponse d'Israël aux accusations qui le visent.

C'est comme si un conducteur

Publié sur

MÆ
MIDDLE EAST EYE

édition française

pris en flagrant délit d'excès de vitesse tentait d'éviter les conséquences juridiques en disant que tout le monde conduit de cette manière. Ce stratagème inutile avec des agents de police devrait l'être tout autant avec les institutions de la communauté internationale.

Voici donc l'histoire en quelques mots : c'est l'histoire d'un pays établi grâce au pouvoir de l'ONU et de la communauté internationale qui s'emploie à ébranler ces mêmes organisations internationales dès qu'elles critiquent son comportement. Il suffit de constater le traitement réservé par les médias israéliens complaisants aux membres des diverses commissions d'enquête internationales qui s'intéressent aux agissements d'Israël.

Jetez simplement un œil aux plus récentes descriptions de Navi Pillay, qui a passé six ans au poste de Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et qui préside aujourd'hui la commission d'enquête de l'ONU sur le bombardement par Israël de

tours à Gaza en mai 2021 : Navi Pillay « se trompe », « déteste Israël » ou « est antisémite ».

Tuer le messager

Tout n'a pas été rendu public au sujet des efforts déployés par Israël pour détruire la réputation de Richard Goldstein, qui a dirigé l'équipe d'enquête de l'ONU sur la guerre de Gaza de 2008-2009. On en sait encore moins sur ses manigances contre Fatou Bensouda, l'ancienne procureure en chef de la Cour pénale internationale, qui avait fini par trouver le courage d'ouvrir une enquête sur les crimes de guerre présumés commis par Israël. Israël ne cesse de recourir à une stratégie ancienne mais efficace : faute de pouvoir contrôler le message, on tue le messager. Après avoir pris cette décision, Fatou Bensouda a démissionné et rien n'a été fait depuis. Les membres de la commission de l'ONU chargée d'enquêter sur la dernière guerre à Gaza se sont vu refuser l'entrée en Israël et le gouvernement refuse de coopérer à leurs travaux. Israël a beaucoup de choses à cacher. Et pourtant, ce simple fait ne constitue même pas un motif suffisant pour intensifier les enquêtes. Cette stratégie porte ses fruits pour Israël. Erdan vient d'être élu vice-président de l'Assemblée générale de l'ONU. Les enquêtes sur Israël progressent à un rythme étrangement lent. Ne mentionnons même pas le mot « sanctions », un terme approprié pour faire face à la Russie quelques semaines

seulement après son invasion de l'Ukraine, mais qui n'a jamais été à l'ordre du jour en ce qui concerne une occupation étonnamment similaire pratiquée par Israël depuis plus d'un demi-siècle.

Résultat : personne n'est accusé, il n'y a pas de comptes à rendre, aucun prix n'est exigé et aucune sanction n'est infligée.

Toute cette progression engendre une situation inconcevable. On se retrouve avec une puissance occupante, dont l'occupation continue est internationalement reconnue comme illégale, dont l'occupation « temporaire » est depuis longtemps devenue permanente et dont les forces de sécurité commettent régulièrement des crimes de guerre dans les territoires occupés, car c'est le seul moyen de vaincre la résistance légitime à l'occupation. Personne ne fait l'objet d'une enquête, d'une inculpation, d'un procès ou d'une sanction – ni le pays lui-même, ni ses citoyens qui commettent ces actes.

Puisque par ailleurs, le système judiciaire israélien absout systématiquement les auteurs de ces crimes, nous avons une situation dans laquelle Israël, son gouvernement, son armée et d'autres organisations opèrent avec une impunité automatique, aveugle, continue et quasi totale.

Les soldats qui servent dans les territoires occupés savent très bien que presque tout ce qu'ils font est considéré comme acceptable, qu'il s'agisse de tirer, de tuer, de

commettre des violations ou des humiliations. Ils ne seront jamais punis, ni par Israël ni par personne d'autre. Chaque jour apporte son lot de meurtres, d'arrestations politiques sans procès, de punitions collectives, de démolitions d'habitations, de confiscations de terres, d'actes de torture et d'humiliations, d'expansion de colonies et d'exploitation de ressources naturelles.

Personne n'est jamais tenu pour responsable, hormis ceux qui tentent de changer cette situation faussée. Si un rapport est rédigé, Israël ne le lit même pas et son ambassadeur déchire le texte sur la scène internationale la plus respectée du monde. Si quelqu'un ose lancer une enquête, Israël la fera rapidement disparaître.

Le reste du monde peut durcir le ton sur le plan rhétorique à l'égard d'Israël, mais il prend instantanément sa défense face à toute action potentiellement préjudiciable. Aucun autre pays ne dispose d'un spectre d'impunité comparable à celui d'Israël. Aucune autre armée n'est traitée avec autant de laxisme, bien que celle-ci perpétue une occupation et commette tous les crimes évitables et inévitables qui font partie intégrante de cette situation illégale.

Israël a-t-il jamais reconnu une seule action indéfendable devant la communauté internationale ? La communauté internationale a-t-elle jamais osé faire un véritable pas en vue de traduire les coupables en justice ? Il n'y a pas eu de



comptes à rendre pour la longue liste de crimes commis dans les territoires sous occupation israélienne. Il n'y a qu'à demander à Erdan comment cela fonctionne : pour perpétuer ce système, il suffit de prendre place sur l'estrade la plus respectée de la planète et de déchirer les preuves de ses propres transgressions.

Gideon Levy est un chroniqueur et membre du comité de rédaction du journal Haaretz. Il a rejoint Haaretz en 1982 et a passé quatre ans comme vice-rédacteur en chef du journal. Il a obtenu le prix Euro-Med Journalist en 2008, le prix Leipzig Freedom en 2001, le prix Israeli Journalists' Union en 1997 et le prix de l'Association of Human Rights in Israel en 1996. Son dernier livre, The Punishment of Gaza, a été publié par Verso en 2010. territoires sous occupation israélienne.



Il faut aller jusque au bout !

par DORA MARRACHE

Il y a quelques jours, on apprendait qu'un avocat israélien, Gilad Paz, un défenseur acharné des droits des Palestiniens, est entré au Canada et y a déposé une demande d'asile sous prétexte qu'il serait menacé en Israël pour sa participation au mouvement BDS. « Je ne crois plus en l'État d'Israël depuis longtemps, a-t-il déclaré. Je crois que le sionisme est une erreur fondamentale et que nous en payons un lourd tribut aujourd'hui. Le péché originel était la Nakba, et plus tard la méprisable occupation de 1967 et la détérioration de la situation. Je soutiens le BDS parce que je ne crois pas que l'État d'Israël ne comprenne aucun autre langage ».

Une telle déclaration, bien que très choquante de la part d'un Juif israélien, ne nous surprend pas. Elle montre bien que la gauche israélienne constitue un véritable danger pour Israël. Le Gouvernement israélien devrait-il considérer ces Juifs comme des traîtres et prendre des sanctions à leur encontre? Avant de nous prononcer, voyons en quoi ces Juifs causent du tort à l'État juif.

Au cours de leur histoire, les Juifs ont vécu des événements qui, au lieu de les unir, les ont, hélas, divisés.

Il y eut – Jésus: il fut à l'origine d'une division des Juifs en deux camps totalement opposés : les Juifs qui voyaient en lui le Messie tant attendu, et ceux qui le considéraient comme un perturbateur, un fauteur de troubles qui mettait leur vie en danger. Cette opposition provoqua un véritable cataclysme au sein du judaïsme, mais dont on ne prit conscience que plus d'un siècle après sa mort avec la naissance d'une autre religion : le christianisme. Et les Juifs, adeptes de Jésus qui accusaient les autres, restés fidèles au judaïsme de leurs pères, d'avoir tué le « Fils de Dieu », se mirent à nourrir une haine farouche à leur égard, haine à laquelle on a donné plus tard le nom d'antisémitisme. Cette haine a culminé avec la tentative de génocide du peuple juif. Aujourd'hui, plus de 2000 ans après, cette haine est plus vivace que jamais, – La Renaissance d'Israël : alors que les victoires d'Israël contre les États arabes



qui se proposaient de les « jeter à la mer » auraient dû rassembler tous les Juifs, croyants, agnostiques ou athées, elles produisirent une division. Et de nouveau, on a assisté à la formation de deux camps totalement opposés : ceux qui sont pour Israël – les sionistes, qu'on assimile à la droite- et ceux qui sont contre Israël, les antisionistes, qui se disent de gauche et qui forment environ 25% de la population. Ces derniers ont aussi donné naissance à une nouvelle religion, le gauchisme, qui se traduit par l'anti-israélisme. Ils croient que, pour avoir la paix dans le monde, il faut combattre Israël. Et comme les Arabes étaient là il y a un peu plus d'un siècle, et qu'ils y étaient plus nombreux que les Juifs, ils considèrent que c'est à eux que revient la terre d'Israël. Donc exit l'Histoire juive, exit la Bible !

Bien sûr, le mot 'antisionistes' nous fait d'abord penser aux ultra-orthodoxes, mais ils ne représentent pas un réel danger, leur opposition au sionisme étant essentiellement d'ordre religieux. En revanche, les antisionistes, bien souvent athées, sont des intellectuels (écrivains, professeurs, journalistes, personnalités du monde artistique, etc.) – et ils sont dangereux car leur opposition au sionisme se fonde sur des considérations d'ordre éthique. Comment cela s'achèvera-t-il ? Nul ne peut le dire pour le moment. Mais les guerres de mots ne

Dans le cadre de notre hors série consacré au drame du Proche-Orient nous avons décidé dans un esprit d'impartialité de publier in extenso un article des partisans de la ligne dure de Bibi Netanyahou. Nos lecteurs pourront ainsi se forger une idée précise. A noter que le site qui héberge ce texte a préconisé le soutien à Eric Zemmour lors de l'élection présidentielle française

sont jamais inoffensives. Les mots sont des armes terrifiantes. La Bible ne dit-elle pas que « la langue a un pouvoir de vie et de mort »? Faut-il rappeler ici que ce sont des mots qui ont donné naissance au nazisme ?

La Gauche ! Parlons-en de la Gauche! La gauche qui se bat pour une société plus juste, plus équitable, celle-là est morte. Et rien ne pourra la ressusciter car, partout dans le monde, elle s'est donné pour cheval de bataille la défense d'un seul groupe : ceux qu'on appelle les « Palestiniens ». Au détriment, cela s'entend, de tous ceux qui lancent des appels au secours, de tous les peuples en proie à des souffrances, souvent bien plus profondes que celles dont prétendent souffrir les « Palestiniens ». Mais seuls ces derniers méritent qu'on s'intéresse à eux.

Pourquoi les « Palestiniens », et seulement eux, alors qu'il y a « plus d'un milliard et demi d'humains qui font les frais d'un conflit en ce moment », selon les dires du ministre des Affaires étrangères du Canada ? La raison en est tellement évidente qu'on hésite à la présenter : les « Palestiniens » sont en lutte avec Israël, donc avec les Juifs. Peut-on espérer meilleure cause à défendre ? Doit-on taxer leurs défenseurs d'antisémitisme? Nenni, point du tout !

Ils se disent animés de compassion, assoiffés de justice et pour la défense des Droits de l'homme. D'ailleurs, de la même manière qu'on use d'euphémismes pour parler, par exemple, des aveugles ou des sourds (malentendants ou malvoyants), on les appelle des pro-palestiniens ou, à la rigueur, des antisionistes.

Et comme ils donnent d'eux une image valorisante, une image qui les place au-dessus des défenseurs de l'État juif, ils exercent un certain attrait sur un certain nombre de Juifs qui embrassent alors leur cause. Au détriment, cela va sans dire, de leurs coreligionnaires à travers le monde, de leur pays, de leur patrie, de leurs concitoyens.

Que le conflit israélo-palestinien soit la panacée pour les non-Juifs en matière de cause à défendre, cela se conçoit aisément. Il est pour eux l'occasion inespérée de donner libre-cours à leur antisémitisme sans encourir le moindre risque. Mais que des Juifs, Israéliens de surcroît, viennent prêter main-forte aux antisémites, cela nous semble inacceptable ! Et ces Juifs refusent l'épithète 'antisionistes' ! Ils lui préfèrent l'euphémisme 'néo-sionistes' ou 'post-sionistes' ou encore 'néo-historiens', et ils arguent que c'est la gauche qui est à l'origine de la création de l'État juif. Si le phénomène était marginal il y a quelques années, il fait aujourd'hui de plus en plus d'adeptes parmi les frustrés et les jeunes qui voudraient éviter le service militaire. Certes, ils ne représentent toujours qu'une minorité de la population, mais une minorité qui cause un tort incommensurable à Israël, une minorité qui loue le nationalisme « palestinien » tandis qu'elle condamne en termes très durs le patriotisme juif, une minorité qui voit dans le sionisme une entreprise coloniale qui brime les droits des Palestiniens.

Et pour être plus puissants, pour faire entendre leur voix, ces Juifs se regroupent en organisations qui militent contre Israël et remettent en question jusqu'à son droit à l'existence. Ils se donnent des noms ronflants : La Paix maintenant (Shalom Arshav) ; Réseau juif européen pour une paix juste (REJP) ; JCall ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ; Union juive française pour la paix (UJFP), etc. Puis pour justifier les propos calomnieux qu'ils tiennent à l'égard de l'État juif, ils invoquent le même prétexte que celui qu'invoquent les gauchistes de tout acabit: On doit pouvoir critiquer Israël sans être taxé d'antisémitisme pour « A-t-on le droit de critiquer Israël ? » vous diront-ils. A cette question de rhétorique, je voudrais d'abord répondre que, à en juger par les critiques violentes et destructrices à l'encontre de l'État juif, par les prises de position haineuses, il est évident que ni



Des rabbins anti sionistes manifestent à New York. DR

les médias, ni les personnalités, ni même Monsieur et Madame tout-le-monde ne s'en privent.

Mais ce n'est pas le droit de critiquer Israël qu'ils revendiquent car la critique, telle que définie par le CNRTL (Centre national de recherches textuelles et lexicales), « est un examen raisonné, objectif, qui s'attache à relever les qualités et les défauts et donne lieu à un jugement de valeur ». Or, force est de constater que critiquer l'État juif consiste, pour la gauche, à l'accuser sans cesse, à le dilapider. Pas un de ses gestes, pas une de ses paroles, pas une de ses actions qui ne fasse l'objet d'une condamnation sans appel. C'est « une sentence insupportable, disait Camus, d'être éternellement accusé ». En fait, le but non avoué est de ne plus reconnaître ce pays en tant qu'État, donc de le délégitimer.

Et c'est ce à quoi s'emploient les 'néo-historiens'. Ils se lancent dans une réécriture de l'histoire d'Israël et de celle du peuple juif, ils font des Arabes les victimes du peuple juif et de celui-ci un mythe qu'il faut démonter. Pour eux, nos ancêtres Abraham, Isaac, Jacob et David sont des constructions du mouvement sioniste. Ces gens, bien qu'ils aient grandi en Terre sainte, rejettent toute référence à la Bible, refusant d'y voir le livre de l'Histoire du peuple juif et considérant que c'est un livre pour les ignorants. Ils font ainsi les délices des antisémites et connaissent un succès mondial. Le livre de Shlomo Sand, historien et professeur d'université en Israël, « Comment le peuple juif fut inventé » fut traduit dans plusieurs langues et lui valut des commentaires élogieux de la gauche non-juive. Quoi de plus réconfortant en effet pour un antisémitisme que d'entendre un juif

proclamer que toute l'histoire juive n'est que mensonges, qu'il n'y eut ni exil (les Romains n'auraient jamais pratiqué de déportations) ni diaspora ! Et Abbas s'est empressé de reprendre les dires de Sand dans ses attaques et dans ses plaintes à l'UNESCO. Avec les résultats que l'on connaît concernant les lieux saints juifs. Aux USA également, la gauche juive œuvre efficacement à délégitimer Israël : JStreet se présente comme un nouveau lobby pro-israélien et favorable à la paix, alors que ses attaques contre le gouvernement israélien sont d'une telle violence que les « Palestiniens » eux-mêmes n'en reviennent pas. Ces Juifs antisionistes vont même jusqu'à suggérer que la vie serait plus facile pour les Juifs si l'État d'Israël n'existait pas ! Et certains osent même avancer que, si on les avait consultés, il n'y aurait pas eu d'Israël et, partant, la paix aurait régné dans le monde. autant : Ils sont POUR

1 – Le mouvement BDS Ce mouvement « Boycott, désinvestissement, sanctions » a été lancé le 9 juillet 2005 par 172 organisations 'palestiniennes'. Il s'agit, en boycottant les produits israéliens et les événements culturels, de faire pression sur Israël pour aboutir à un règlement du conflit. Shlomo Sand soutient que seules des sanctions internationales peuvent faire pression sur Israël; Uri Avnery, journaliste et écrivain israélien très apprécié des médias français, soutient que « Le boycott est un instrument légitime de combat politique » et que « C'est aussi un droit humain fondamental »; et Gideon Levy, journaliste du quotidien Haaretz, écrit : « *Quiconque s'inquiète réellement de l'avenir du pays doit maintenant être en faveur du boycott économique* ». Et ces Juifs gauchistes appellent les Juifs du monde entier à soutenir ce mouvement de boycott!

On a vu aussi une coalition de 150 intellectuels et artistes israéliens (Niv Gordon, Gideon Levy, Shlomo Sand, Zeev Sternhell, David Grossman, A.B. Yehoshua, Amos Oz, ...) lancer un appel en faveur du boycott de toutes les « manifestations culturelles et universitaires » en Judée-Samarie. Avec pour résultat que, forts de ce soutien, de plus en plus d'artistes refusent de jouer en Judée-Samarie quand ce n'est pas ailleurs, sur le territoire israélien. Très vite, cette campagne, qui s'attaque aux Juifs, a fait des adeptes dans le monde entier grâce aux médias et au soutien inconditionnel des Juifs israéliens antisionistes qui proclament que le BDS a trois objectifs : (1) mettre fin à l'occupation et aux colonies; (2) garantir l'égalité pour les Arabes d'Israël; (3) favoriser le retour des réfugiés – Le Droit au retour pour les « Palestiniens » ! Difficile de croire que des Juifs israéliens plaident pour que les portes de l'État soient ouvertes pour environ 6 millions de ses ennemis ! Et pourtant... Voici à titre d'exemple ce que déclare Eyal Sivan, un cinéaste israélien : « Les Palestiniens ont été expulsés, leurs biens confisqués et on leur a ôté leur nationalité, et leurs descendants doivent récupérer ces droits. C'est ça le droit de retour. Il s'agit d'abord d'un droit privé. Personne n'a le droit, ni l'Autorité palestinienne, ni l'OLP, d'y renoncer ou de le marchander, tout comme Israël n'a pas le droit de renoncer aux droits des juifs d'Irak ». Ne croirait-on pas une fois de plus entendre parler Abbas ? C'est à croire que ces Juifs antisionistes sont à la solde des Palestiniens. La fin de l'occupation avec l'abandon de la Judée-Samarie (Cisjordanie), de Jérusalem-est et du Golan. Donc le retour aux « frontières » dites de 67, autrement dit à la ligne verte (ligne d'armistice de 67) ? Non, absolument pas, car ces Juifs admettent qu'il n'existe pas de frontières, donc pour les « Palestiniens » ils ne veulent pas d'un territoire morcelé, ils revendiquent une unité territoriale, en d'autres termes, disons qu'ils ne veulent pas de deux États, même si cette option rencontre le soutien de la communauté internationale.

4 – Un État binational, voilà ce qu'ils revendiquent pour les « Palestiniens » car, nous dit Ilan Pappé, un historien israélien, « La proposition de la partition est colonialiste ». Un « État juif », aux côtés d'un « État palestinien », c'est pour ces Juifs totalement hors de question. Uri Avnery juge tout simplement « absurde » la demande d'Israël d'être reconnu comme un « État juif ». Un mot que Abbas et des personnalités européennes se sont empressés de reprendre. Quant à Shlomo Sand, dans une Lettre ouverte à Alain Juppé, à l'époque ministre des Affaires étrangères, il avait écrit « Aucun dirigeant palestinien respectable ne pourra reconnaître Israël comme État juif et hypothéquer, par là même, les droits fondamentaux des Israéliens arabes ainsi que leur revendication d'une pleine égalité civique et politique ». Et comme



Abbas veut donner de lui l'image d'un dirigeant respectable, il a fait siennes les déclarations de cet antisioniste et a affirmé : « Jamais nous ne reconnaitrons Israël comme un État juif ». Et c'est ainsi, on le voit, que des Juifs donnent aux Arabes des verges pour se faire fouetter!

Alors, que visent ces Juifs antisionistes en refusant la solution de deux États? Rien de moins qu'un État palestinien binational! Ils considèrent que les sionistes sont dans l'erreur quand ils disent que les Arabes veulent les « jeter à la mer ». Les « Palestiniens » les acceptent, certes non pas en tant que nation, mais qu'importe! Si Michel Staszewski, un professeur d'histoire, admet certaines vérités, en revanche il prend bien soin de les édulcorer pour les faire basculer en faveur des « Palestiniens ». Ainsi, il reconnaît que, dans la Charte de l'OLP, Arafat prônait la fin de l'État d'Israël et son remplacement par un État palestinien. Mais nous dit-il, nous n'avons aucune inquiétude à avoir car Arafat avait bien précisé que ce serait un État « indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droit égaux »!

Et même, poursuit-il, le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine proposait « un État palestinien de démocratie populaire où vivront sans discrimination Juifs et Arabes, un État opposé à toute domination de classe et de nationalisme et dans lequel le droit des Arabes et des Juifs à perpétuer et développer leur propre culture sera respecté ». Quant au Hamas, selon les Juifs antisionistes, s'il vise la fin de l'État juif et son remplacement par un État musulman islamique, il ne jettera pas pour autant les Juifs à la mer, il les acceptera en tant que citoyens de « seconde classe » (dhimmis).

Et ces Juifs croient tout ce que disent les « Palestiniens » ! Pourtant, un fait récent devrait suffire à leur ouvrir les yeux : le refus des dirigeants 'palestiniens' d'accueillir les réfugiés des camps de l'UNRWA à Rawabi, la nouvelle ville arabe de Samarie, alors qu'elle a été construite dans ce but et avec leur accord. Pourquoi ce revirement ? Parce qu'ils jugent que ce serait aller à l'encontre du «

droit inaliénable de retour » dans leur ville d'origine.

La conclusion s'impose d'elle-même. En effet, de ce que nous venons d'énoncer, il ressort que ces Juifs sont pour le remplacement pur et simple d'Israël par un État musulman dans lequel les Juifs auront droit de cité.

Pourquoi une solution aussi radicale à ce conflit? Parce que ces Juifs savent la vérité, ils savent mieux que quiconque que, par « territoires occupés », dans leur charte, les « Palestiniens » entendent la totalité de l'État d'Israël. Et ils savent que ce n'est qu'à ce prix que le conflit israélo-palestinien prendra fin. Et pour cause : Il n'y aura plus d'État juif ! Plus d'Israël ! On aura ainsi répondu aux attentes de ceux qui nous ont volé notre terre, nos lieux saints, notre histoire et jusqu'au nom que nous portons : les « Palestiniens » ! Alors, a-t-on raison de considérer ces Juifs comme des traîtres ?

Si ces Juifs avaient du cœur, au lieu de se lamenter sur le sort des « Palestiniens », ils devraient s'intéresser à l'histoire du peuple juif, une histoire qui est sans le moindre doute infiniment plus triste que celle des Arabes d'Israël, une histoire à faire pleurer les plus endurcis, une histoire d'un tragique innommable que raconte merveilleusement bien André Schwartz-Bart dans « Le Dernier des Justes ».

Mais ils ont choisi de devenir « les idiots utiles » de tous les antijuifs de la terre auxquels ils donnent des munitions pour fourbir leurs armes contre l'État juif. Au nom de la recherche de la paix, ils sont donc prêts à sacrifier leur propre pays. Mais est-ce réellement la recherche de la paix qui les guide? N'ont-ils pas d'autres motivations ? Une autre question à se poser.

Un fait est certain : quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, jamais ils ne réussiront à ébranler notre confiance en Israël, l'État-nation du peuple juif. Israël saura les vaincre, Israël vivra.

A la mémoire de nos confrères journalistes et photographes de presse assassinés dans l'exercice de leur fonction.

Ils sont tombés victimes de leur devoir pour que l'information passe.



Un périodique en libre accès distribué par ses lecteurs

CE SIÈCLE
PÉRIODIQUE INDÉPENDANT

Pour la vérité, la justice et la paix entre les peuples

Nous ne céderons à aucune pression et nous méprisons les menaces car le droit est avec nous !

PERSONNE NE NOUS FERA TAIRE

Ce Siècle est membre de la Fédération Internationale des Nouveaux Médias



L'International Federation of New Media est une association fondée en 2006 et basée aux États-Unis à Newark dans l'État du Delaware. Elle délivre une carte de presse professionnelle aux journalistes travaillant sur l'internet.

Die Schweizer Journalist*innen | I giornalisti svizzeri
impresum | Les journalistes suisses

Impresum est la plus importante association professionnelle de journalistes de Suisse et de la Principauté de Liechtenstein. Elle regroupe environ 4000 membres d'horizons différents: presse écrite, médias électroniques, photographes ou caricaturistes. Les membres inscrits au registre des professionnels de médias ont droit à la carte de presse suisse et à la carte de presse internationale.
<https://www.impresum.ch/>

EDITO
LE MAGAZINE SUISSE DES MÉDIAS



RSF REPORTERS SANS FRONTIÈRES SUISSE

RSF Suisse est une association qui a pour but de défendre la liberté d'informer en Suisse et partout dans le monde. RSF Suisse est une section nationale de l'ONG Reporters sans frontière basée à Paris.
<https://rsf-ch.ch/>

infomaniak

Le pionnier genevois de l'hébergement Web, lancé il y a 25 ans, concentre aujourd'hui son savoir-faire technologique sur le développement d'alternatives suisses aux outils des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft)
<https://www.infomaniak.com/fr>



La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone existe depuis 60 ans et poursuit deux buts essentiels : défendre la communauté de valeurs des journalistes de l'espace francophone et entretenir et développer les liens qui unissent ces journalistes.
secretariat@francophonie.ch



Le Centre de Formation au Journalisme et aux Médias (CFJM) à Lausanne est une structure paritaire créée par les trois grands protagonistes du paysage médiatique suisse que sont l'association des éditeurs Médias Suisses, l'association des journalistes impresum et la SSR. La formation professionnelle initiale du CFJM permet de donner des bases solides aux futurs journalistes, et donne l'accès à l'inscription au registre professionnel (RP).
secretariat@cfjm.ch



Créé en 1971, CFPJ International se consacre à Paris à la formation initiale et continue des journalistes et des communicants étrangers. Depuis quarante ans, CFPJ International a conduit de très nombreuses opérations de formation initiales et continues en différentes langues et s'est également engagé dans de multiples actions de coopération.
<https://www.cfpj.com/>



<https://www.nyip.edu/>

Berkeley Journalism
UC BERKELEY / GRADUATE SCHOOL OF JOURNALISM

<https://journalism.berkeley.edu/>



Tutanota protège toutes vos données avec un cryptage fort. La confidentialité vous permet d'avoir un espace sécurisé. La vie privée est le fondement de la liberté de pensée et de la liberté d'expression. Les capitalistes de la surveillance comme Google et Facebook collectent beaucoup de données sur vous, créent des profils et vous présentent ensuite des publicités ciblées qui correspondent à vos attitudes et à vos préférences, et vous incitent ainsi à dépenser plus d'argent, à signer une pétition ou à influencer vos décisions de vote.
<https://tutanota.com/fr/about>



Un journal d'information et d'opinion fondé en 2003 par le journaliste et écrivain suisse Christian Campiche. Un observatoire de la gouvernance politique, économique, scientifique, culturelle et médiatique.
<https://www.infoméduse.ch>



Cette association a été créée en avril 1974 sous le nom d'ASSET. Elle regroupe une centaine de journalistes suisses spécialisés dans le tourisme, en Suisse et aux quatre coins de la planète.
<http://www.prestourism.ch>

pixabay

Plus d'un million d'images libres de droits et gratuites à télécharger.
<https://pixabay.com/fr/>

CE SIÈCLE

PÉRIODIQUE INDÉPENDANT

Une publication

DeGes Publishing

Sàrl inscrite au Registre suisse du commerce
CH- 626.4.013.646-3

Site internet

<http://degespublishing.ch/>

Courriel

editions.degés@ikmail.com

Courriel journal

cesiecle@tutanota.com

Co-fondateur

Antoine Gessler
Journaliste RP

Analyste politique internationale
Sion - Suisse

Co-fondateur

Davoud Dehghan
journaliste

professeur
Montréal - Québec



Le titre du journal est protégé en vertu du droit d'auteur international dans le monde entier et certifié par le site canadien

 **CopyrightDepot.com**

ENREGISTREMENT, PUBLICATION, ARCHIVAGE,
DES DÉCLARATIONS DE DROITS D'AUTEUR

Copyright numéro 00054280-1

Caramba! encore raté

par JORJE POL

**Au Proche-
Orient tout
est raté depuis
1948**

**Les titres des articles de ce hors
série sont de la rédaction**

Nos collaborateurs

Antoine Gessler rédacteur en chef
Davoud Dehghan co-rédacteur en chef
Jorje Pol billettiste
Pierre Solalbin recherchiste - web
Isabelle Moire suppléments
Geneviève Gessler photographe
Maïté Mermoud illustratrice
Aline Juin coordinatrice
avec Christian Campiche et infoméduse
et avec les contributeurs de Pixabay

cesiecle@tutanota.com



Les auteurs des articles publiés
engagent seuls la responsabilité
du contenu de leurs propos